



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Section Départementale des VOSGES

Bourse du Travail, 4 rue Aristide Briand, BP 359, 88009 EPINAL Cedex.

Tél : 03 29 64 03 45

mail : snfolc88@orange.fr

Déclaration liminaire – CTSD du 05 février 2021 :

Du fait des réformes en cours, la dégradation de l'école s'accélère. L'Education Nationale est désormais administrée comme une entreprise privée avec comme seule boussole la gestion financière. Le manque de remplaçants et les fermetures de postes annoncées, comme ici dans les Vosges, montrent que le gouvernement préfère la précarité à la sécurité des personnels.

Le statut des enseignants est en train d'être remis en cause. Le Grenelle de Blanquer qui vient de se terminer est un pas supplémentaire pour abattre nos statuts. Ce sont nos statuts qui protègent et garantissent la sérénité de l'exercice de la mission de service public des enseignants. Ce qui s'annonce ne fera qu'augmenter les souffrances au travail des enseignants qui ne pourront plus assurer un enseignement de qualité. Par ailleurs cela viendra dégrader la qualité de l'accueil et de l'apprentissage des élèves et générera davantage d'inégalités entre les élèves

Ce Grenelle confirme le mépris total du métier de l'enseignant. La maigre augmentation prévue par le ministre Blanquer ne saura compenser les attaques graves à venir. Elle ne concernera que 30% des personnels et il n'y a rien de prévu pour les AESH qui font un métier indispensable au bon fonctionnement des écoles. N'oublions pas que bien des AESH vivent sous le seuil de pauvreté (700 euros mensuels net en moyenne) !

Dans le même temps, nous apprenons que le Ministre Blanquer vient d'amputer de 212 millions d'euros le budget de l'Education, comme il l'avait déjà fait en 2018, en supprimant des postes, et en augmentant les hauts cadres de l'Education Nationale (parfois de 800 euros mensuels pour des cadres du ministère, soit plus que le salaire mensuel d'un AESH). En parallèle, la communication du ministre va bon-train, et nous apprenons la plupart du temps les consignes ministérielles via les médias. Tout ceci est scandaleux !

La dernière année scolaire a été très difficile pour les élèves et des études montrent que les lacunes les plus lourdes concernent les plus fragiles. Cela justifie un effort plus important de notre pays en faveur de l'éducation. Des pays comme l'Italie, qui ne sont pas en meilleure situation budgétaire ou démographique, ont choisi d'augmenter le nombre d'enseignants pour arriver à des classes à effectifs réduits (20 élèves ou moins). En ce qui concerne les Vosges, votre proposition de carte scolaire fait état de 65 retraits de postes avec 31 fermetures de classes. Pour FO, c'est au moins 31 fermetures de trop. D'ailleurs mercredi 3 février, Mme ELIMAS (secrétaire d'Etat en charge de l'éducation prioritaire s'est exprimée au nom de Mr BLANQUER lors des questions au Sénat dans ces termes : « Depuis la rentrée 2020, aucune fermeture de classe ne s'est dans les communes de moins de 5000 habitants sans l'accord du maire, il n'y a pas de raison que cela change. ». Mme ELIMAS a ajouté après la séance : « Nous ne fermerons ni école, ni classe dans les petites villes de moins de 5000 habitants sans accord du maire ».

Pour toutes ces raisons, nous SNUDI FO 88 demandons

- l'arrêt des fermetures de classes, notamment dans ce contexte de crise sanitaire, où les plus fragiles pâtissent de conditions d'enseignement encore plus dégradées
- un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH
- l'abandon du Grenelle Blanquer
- une revalorisation indiciaire substantielle et immédiate pour tous les personnels
- un rattrapage intégral (20%) des pertes salariales subies depuis 2000, avec la revalorisation de la valeur du point d'indice
 - des créations de postes statutaires pour répondre à tous les besoins, ainsi que l'ouverture des listes complémentaires des concours
- la titularisation des précaires dans le cadre de la Fonction publique de l'Etat